



Des Kampuchéens rentrés chez eux remettent leur maison en état grâce au matériel fourni par le HCNUR.

pour gouverner une grande ville corrompue comme Saïgon et, vu le grand nombre de difficultés, il a été presque impossible de se gagner la faveur populaire. En outre, la menace très réelle d'une autre attaque de la Chine plane toujours. Le gouvernement a jugé nécessaire d'appeler tous les gens capables sous les drapeaux, privant ainsi le pays de la main-d'oeuvre dont il a si désespérément besoin pour cultiver la terre et rebâtir les villes et les villages. Après avoir vivement espéré la paix une fois les Américains partis, les jeunes et leurs familles craignent une autre guerre et sont mécontents d'avoir à se joindre à l'armée.

Malgré toutes ces difficultés, nombreuses sont les personnes qui se dévouent corps et âme pour servir à la limite de leurs capacités leurs compatriotes et leur pays. Je demeure convaincue que si seulement on leur accordait une aide suffisante, les Vietnamiens, animés d'un grand courage, d'une volonté profonde de réconciliation et d'une grande créativité, seraient capables d'édifier la société florissante et humaine dont, aux dires de bon nombre de mes amis, Ho Chi Minh et eux-mêmes ont rêvé tout au long de ces guerres interminables et dévastatrices.

Le Kampuchea se remet lentement

Phnom Penh est une ville étrange: des quartiers encore désertés ou détruits côtoient des quartiers fourmillant d'activité. Aucun des services publics ne fonctionne bien; l'électricité est vacillante, la pression de l'eau est faible, le système d'égout est en ruine, et tous craignent une sérieuse épidémie.

Les gens sont encore nourris par des organismes internationaux, mais ils se sont remis à cultiver la terre. Le Kampuchea est un pays très fertile et, la chance aidant, il se suffira bientôt sur le plan alimentaire. L'obstacle difficile à franchir consiste à restaurer la société sur les plans culturel et psychologique et à aider les Kampuchéens à se ressaisir et à produire de nouveau les biens matériels dont ils ont besoin.

... Suite à la page 8.

Mouvement des réfugiés du Sud-Est asiatique

| | Arrivées dans les pays de premier asile | | Départs en vue du rétablissement dans un autre pays |
|-------|---|------------|---|
| | Par voie de terre | Par bateau | |
| Jan. | 4 101 | 5 579 | 10 140 |
| Fév. | 4 823 | 4 060 | 13 046 |
| Mars | 17 989 | 5 154 | 16 830 |
| Avril | 2 093 | 11 212 | 10 045 |
| Mai | 1 532 | 14 792 | 18 734 |
| Juin | 1 384 | 12 368 | 15 118 |

Réfugiés dont la destination finale reste à déterminer (en juillet 1981):

Par bateau: 63 310

Par voie de

terre: 105 906

Total: 169 216 *

* Ce chiffre ne comprend pas les Kampuchéens des centres de transit thaïlandais qui ne sont pas désignés comme étant des réfugiés, ni les réfugiés des Centres d'examen des réfugiés qui se rendront aux États-Unis lorsqu'ils auront suivi des cours de langue et assisté à des séances d'orientation.

Source: HCNUR

FAITS DIVERS

LES SIKHS ET LA POLITIQUE RELATIVE AUX RÉFUGIÉS

Au cours des derniers mois, le nombre de Sikhs (Indiens d'Asie) qui viennent au Canada s'est accru considérablement, et bon nombre d'entre eux prétendent être des réfugiés. Il en arrive plus de cinquante par jours à l'Aéroport international de Toronto à Malton, première destination de la plupart des Sikhs.

Le plus souvent, ces personnes prétendent être persécutées parce qu'elles sont membres du parti Janata, celui-là même qui a renversé le régime d'Indira Gandhi en 1977. Cependant, les événements survenus aux points d'entrée ont amené les représentants officiels d'Immigration Canada à croire que ces allégations ne sont peut-être pas fondées et que les Sikhs ont reçu des instructions précises sur ce qu'il faut faire et dire à leur arrivée au Canada. Dans bien des cas, les Sikhs qui ne parlent que peu ou pas d'anglais arrivent à l'aéroport en disant "refugee, refugee" (réfugié, réfugié) aux premiers agents qu'ils rencontrent. En outre, les agents qui les attendent ont souvent de \$2000 à \$5000 en argent liquide à offrir en cautionnement pour garantir que la personne qui revendique le statut de réfugié ne disparaîtra pas pendant que son cas est à l'étude.

Il semble que ces "instructions" proviennent en grande partie d'agents de voyage, surtout de Julundur, qui fournissent aux Sikhs le nom de Canadiens à contacter en leur disant que le Canada ne refuse pas les réfugiés. Les frais de ce service s'ajoutent au billet d'avion aller seulement de \$1200.

Cette situation a provoqué des pressions considérables sur la politique du Canada en matière d'immigration qui, d'une part, interdit aux visiteurs de présenter une demande de résidence permanente pendant leur séjour au Canada et qui, d'autre part, interdit de refuser l'entrée au Canada à quiconque prétend être un réfugié. Le processus de détermination de la validité de la revendication du statut de réfugié est très long et peut s'échelonner sur plus d'un an et demi, à cause du nombre de cas qui ne cesse d'augmenter. Néanmoins, les agents n'ont pas d'autre choix que d'examiner tous les cas.

Dans l'intervalle, le prétendu réfugié est autorisé à vivre au Canada. Cette possibilité de vivre dans notre pays, même temporairement, semble en fait le principal facteur qui motive ces personnes à solliciter le statut de réfugié. Cependant, certains Sikhs pour qui personne n'a déposé de cautionnement ou qui, selon les agents d'immigration, pourraient disparaître, doivent rester dans des hôtels à l'aéroport.

Cette situation a soulevé une certaine controverse au sein de la communauté des Indiens d'Asie au Canada. Monsieur Ritendra Ray du Tagore Lectureship Foundation a exprimé sa colère dans une entrevue que lui accordait le *Toronto Star* (le 4 juin 1981) en disant que ces prétentions au statut de réfugié n'étaient qu'une ruse et qu'il était faux de prétendre fuir la persécution en Inde, parce que ce pays a hérité des principes de justice de la Grande-Bretagne et se veut un régime démocratique. Mais pour d'autres, ce n'est pas tant ce que M. Ray appelle un moyen détourné d'entrer au Canada qui les irrite que le fait que nombre des Sikhs, qui sont surtout des fermiers sans éducation, ont été dépouillés de tous leurs biens par des agents de voyage sans scrupule.

"Jusqu'ici, les histoires que nous racontent les Sikhs qui prétendent être des réfugiés ne les rendent pas admissibles, et tous ont essayé un refus", de dire M. Ken Brown, président du Comité consultatif du statut de réfugié. Au 25 juin 1981, aucun d'entre eux n'avait été frappé d'expulsion, mais, selon M. André Pilon, administrateur de district pour Immigration Canada à Malton, un certain nombre de Sikhs ont fait l'objet d'une exclusion d'un an.

- S.F.